FÉDÉRATION ADDICTION
Prévenir | Réduire les risques | Soigner

Addictions, drogues et société : la santé est politique

Le 16e congrès de la Fédération Addiction se tiendra quelques semaines après l'élection présidentielle. Quelle qu'en soit l'issue, la santé, l'organisation et le financement de notre système de soins ainsi que les politiques des drogues seront des sujets de travail pour le nouveau gouvernement. Celui-ci devra se poser une question qui traverse depuis longtemps notre champ : qu'est-ce que la santé et que signifie prendre soin ? Car l'addictologie, à la croisée du médical, du social et du politique, offre un point de vue singulier pour interroger ces notions.

Que doit-on soigner ?

L'addiction n'est-elle qu'une maladie ? La question traverse l'histoire de notre discipline et continue de faire débat. Les addictions peuvent être reconnues comme des troubles nécessitant des traitements, mais toutes les consommations, tous les usages, tous les comportements ne relèvent pas d'une pathologie. Et surtout, soigne-t-on uniquement des maladies ? La rencontre avec les personnes nous rappelle que les consommations et les comportements peuvent répondre à des besoins, à des souffrances ou parfois à une recherche d'équilibre, d'adaptation dans des situations de vie difficiles.

En addictologie, secteur par nature transdisciplinaire, la définition de la santé que fournit l'Organisation mondiale de la santé prend tout son sens : « *Un état de complet bien-être physique, mental et social, qui ne consiste pas seulement en une absence de maladie ou d'infirmité* ».

Soigner les personnes ? Changer leur environnement ? Ou transformer la société ?

Les addictions ne se comprennent pas indépendamment des conditions dans lesquelles elles apparaissent et évoluent. Les déterminants de santé sont multiples : environnementaux, individuels, sociaux, économiques. Précarité, logement, travail, discriminations, isolement ou traumatismes influencent les consommations, les vulnérabilités et l'accès aux soins. La santé déborde ainsi le seul champ médical.

Dès lors, peut-on améliorer durablement la santé des personnes sans agir sur les environnements dans lesquels elles vivent ? Mais comment, à notre niveau, agir sur ces environnements quand ils sont le produit d'une société de crise, pour reprendre les réflexions d'Edgar Morin, une société marquée par les inégalités, les difficultés d'accès aux soins, la fragilisation des services publics et des logiques économiques qui encouragent les consommations ?

Cette question se pose avec d'autant plus d'acuité que se développe l'injonction faite à chacun de préserver son « capital santé ». Le vocabulaire est révélateur : la santé devient un bien à gérer, un capital à entretenir et la responsabilité de l'individu prend une place croissante. Cette évolution est particulièrement sensible dans le champ des drogues et des addictions car, lorsque la responsabilité individuelle devient centrale, elle se transforme rapidement en culpabilité de l'usager. Une logique d'autant plus préoccupante qu'elle intervient dans un contexte d'affaiblissement des solidarités et de montée des réponses sécuritaires.

Or toute politique de santé doit composer avec le risque plutôt que prétendre le supprimer. C'est précisément le sens de la réduction des risques : partir des pratiques réelles, des personnes réelles, des situations réelles, pour limiter les dommages.

Jusqu'où cette logique de responsabilisation individuelle peut-elle être poussée ?

Et jusqu'à quand les professionnels du soin eux-mêmes peuvent-ils tenir face à ces tensions ? La santé est aussi une administration, une organisation, voire une économie. Des professionnels y travaillent, porteurs d'identités et de cultures différentes, dont les logiques peuvent se compléter mais aussi entrer en tension. Dans un système de santé toujours davantage centré sur la performance, les indicateurs et les contraintes financières, leurs conditions de travail, le sens de leurs missions et leur propre santé sont également en jeu. Pourtant, il existe aussi une culture du soin et du prendre soin, fondée sur l'attention, le lien et la relation, qui participe au mieux-être individuel et collectif.

La santé est politique

La santé est donc politique : elle dépend de priorités, de choix budgétaires, d'une organisation collective et d'une certaine conception de la solidarité. Dans une période marquée par la subordination croissante des politiques de soins aux logiques financières, économiques voire sécuritaires, les choix en matière de santé et de drogues révèlent aussi la place que notre société accorde à l'humain.

La santé est ainsi une question trop importante pour être laissée aux seuls soignants. C'est tout le sens de la démocratie en santé : faire de la santé un sujet partagé, auquel les personnes concernées, les professionnels, les associations et les citoyens puissent prendre part. Quelle place donnons-nous à la voix des usagers du système de santé, à leurs savoirs, à leurs expériences et à leur pouvoir d'agir ?

À l'interface entre les personnes, les institutions et les politiques publiques, les acteurs de l'addictologie occupent une position particulière. Construite à

la rencontre des cultures hospitalières, associatives, médicales et sociales, l'addictologie fait dialoguer les exigences de santé publique et les réalités de terrain, les savoirs professionnels et ceux des personnes concernées. Cette capacité à créer des espaces de rencontre et de coopération constitue une contribution essentielle au débat démocratique.

Que signifie soigner aujourd'hui ? Comment penser la santé en prenant en compte les conditions de vie ? Peut-on créer des conditions favorables à la santé sans s'interroger sur les valeurs et l'organisation de notre société ?

Le 16e congrès de la Fédération Addiction sera l'occasion de mettre ces questions en débat, à partir de l'expérience de l'addictologie, pour réfléchir ensemble à ce que signifie prendre soin, des personnes comme de notre société.